



14 TWh de gaz vert injecté : c'est 4 % de la consommation nationale de gaz.

« Pour réussir la transition, le mix énergétique doit

ÊTRE PLURIEL »

Organiser la transition écologique en s'appuyant sur un mix énergétique largement décarboné incluant le gaz vert, accompagner la rénovation énergétique des bâtiments pour réduire notablement leurs émissions de CO₂, faire progresser les solutions d'hybridation : ce sont quelques-unes des positions défendues par **Coénove**. Entretien avec son président, Jean-Charles Colas-Roy. **PAR DOMINIQUE ORTIN-MEAUX**

Pouvez-vous nous rappeler ce qu'est le « mix énergétique » d'un pays ?

Jean-Charles Colas-Roy : Le mix énergétique – ou bouquet énergétique – désigne la répartition entre les différentes sources d'énergie utilisées pour satisfaire les besoins énergétiques d'un pays. Composé principalement de pétrole (carburants notamment), d'électricité nucléaire et renouvelable et de gaz, le mix énergétique français est très diversifié. Il est indéniable qu'il faut sortir des énergies fossiles, et c'est bien sûr la trajectoire que suit la France, dans la lignée de

l'Accord de Paris. Elle prévoit une sortie progressive du charbon d'ici 2030, du pétrole d'ici 2040 et du gaz fossile d'ici 2050.

Pourquoi est-il important pour notre pays de préserver un mix énergétique diversifié et équilibré ?

J.-C. C.-R. : Parce que l'on ne pourra pas résoudre le sujet de la transition énergétique par la seule électrification. Chez Coénove, nous soutenons que c'est dans la complémentarité entre les différents vecteurs énergétiques, avec des électrons décarbonés et des molécules de gaz qui se verdissent, que l'on trouvera le meilleur optimum pour le pays. Dans le bâtiment, cette position s'impose comme une évidence. Les consommations énergétiques sont beaucoup plus élevées en hiver, lorsqu'il fait froid et qu'il faut chauffer les logements, les bureaux, etc. Si tout l'usage chauffage devait être fourni par l'électricité, il faudrait investir des sommes considérables pour renforcer le parc de production et le

réseau électrique pour quelques jours ou quelques semaines dans l'année. Cette pointe électrique est, aujourd'hui, très bien couverte par le gaz. Autre aspect à ne pas négliger : l'électricité produite ne se stocke que quelques heures, contrairement au gaz. En 2050, les capacités de stockage souterrain seront alimentées en gaz verts, produits en France, et couvriront plus de la moitié de la consommation annuelle de gaz du pays. C'est donc un atout pour la sécurité d'approvisionnement et l'indépendance énergétique française et européenne.

Pourquoi est-ce également un enjeu pour le pouvoir d'achat des ménages ?

J.-C. C.-R. : C'est la possibilité de laisser le choix et de conserver des marges de manœuvre face à la volatilité des prix des énergies. C'est également une sécurité. Rappelons-nous de l'hiver 2022, lorsqu'une vingtaine de réacteurs nucléaires étaient à l'arrêt en même temps. L'expression populaire qui dit « ne



« Il faut sortir des raisonnements simplistes et du manichéisme ambiant qui laisseraient penser que tout passerait par l'électrification. »

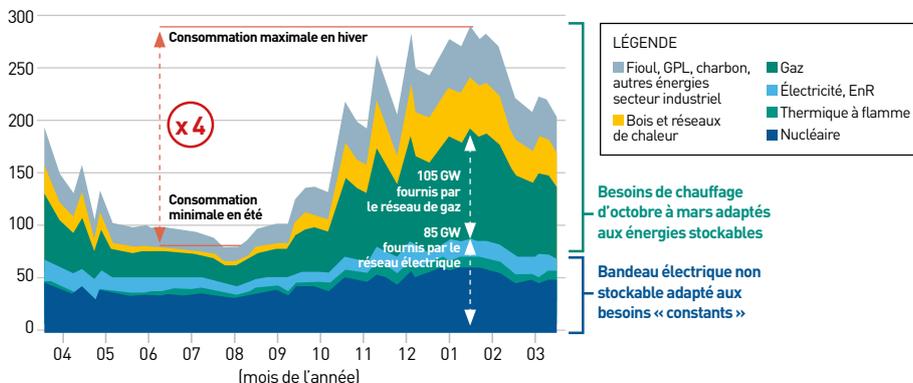
JEAN-CHARLES COLAS-ROY, PRÉSIDENT DE COÉNOVE



LES ATOUTS DU GAZ POUR UN MIX ÉQUILIBRÉ

Disponible et stockable, le gaz permet de répondre à de nombreux usages. Complémentaire des autres énergies, il a de sérieux atouts pour répondre aux enjeux des besoins énergétiques de la France (voir schéma). Ces besoins énergétiques sont en moyenne 4 fois plus élevés l'hiver que l'été. Dans les périodes les plus froides, le réseau électrique ne peut fournir que 30 % des besoins énergétiques. Le réseau de gaz et le gaz en récipient s'avèrent alors indispensables pour pallier, avec une grande flexibilité, les pics de consommation.

Pointe de puissance hebdomadaire à 8 h 00
sur une année-type comportant une vague de froid hivernale (en GW)



« **Chez Coénove, nous pensons que la réussite de la transition énergétique de notre pays passe par la complémentarité des vecteurs énergétiques.** »

pas mettre tous ses œufs dans le même panier » me semble de bon sens ! N'oublions pas que 12 millions de ménages en France se chauffent au gaz. Il faut conserver différentes énergies, différents modes d'approvisionnement mais aussi conserver un panel de solutions diversifiées dans le secteur du bâtiment. Les chaudières THPE sont des systèmes financièrement accessibles – elles coûtent, hors aides, trois à quatre fois moins cher que les solutions électriques performantes – robustes et déjà 100 % compatibles avec le gaz vert. Elles possèdent donc beaucoup d'atouts en termes de transition écologique, dans le respect du pouvoir d'achat des ménages. Et les installateurs, les professionnels de terrain sont les mieux à même de conseiller la solution technique la plus adaptée, en fonction de la configuration du bâtiment.

Enfin, pour accélérer la transition et pouvoir opter pour le meilleur des deux mondes, il y a les solutions d'hybridation de la chaudière gaz avec le solaire ou

les pompes à chaleur air-eau notamment. Avec la PAC hybride, la complémentarité des énergies se joue à domicile. C'est l'alliance d'une électricité décarbonée et d'un gaz de plus en plus vert. C'est une technologie qui apporte des services de flexibilité au réseau, puisque l'on peut basculer de l'électricité au gaz, selon les signaux envoyés par les gestionnaires de réseau.

Il faut donc accélérer le verdissement du gaz. Comment s'organise cette montée en puissance ?

J.-C. C.-R. : À fin 2024, la production de gaz vert était de 14 TWh. D'ici 2030, nous produirons 60 TWh (20 % de la consommation), l'objectif étant d'atteindre 100 % des consommations en 2050. On accélère en travaillant main dans la main avec les agriculteurs, puisque la production de gaz vert se fait majoritairement à partir du recyclage des déchets agricoles et agroalimentaires. Il y a aujourd'hui 740 méthaniseurs sur tout le territoire. Et, il faut le souligner, la France est un laboratoire mondial de la production de gaz vert, que de nombreux pays sollicitent pour ce savoir-faire.

La production de gaz vert apporte des revenus complémentaires aux exploitants agricoles, contribue à développer des emplois dans nos territoires et permet d'éviter l'importation de gaz fossile. Tout un cercle vertueux s'est mis en ordre de marche pour faire de ce vecteur énergétique un atout pour notre pays. Il

y a par ailleurs d'autres procédés très prometteurs, comme la pyrogazéification, la gazéification hydrothermale ou encore la méthanation pour lesquels des pilotes, voire des unités industrielles, commencent à se monter.

Et c'est grâce à cet ensemble de technologies que l'on atteindra les objectifs de 100 % de gaz verts en 2050. Sachant qu'en parallèle, les consommations vont baisser grâce à des actions de rénovation des bâtiments, à l'efficacité énergétique croissante des appareils et à la sobriété.

C'est donc toute une filière qui s'engage pour les gaz verts ?

J.-C. C.-R. : C'est un défi majeur qui engage toute la filière et qui nécessitera le soutien des pouvoirs publics, parce qu'aujourd'hui, produire du gaz vert coûte plus cher que d'importer du gaz fossile. Mais il faut prendre en compte dans cette balance le bénéfice tant écologique qu'économique que représentent l'arrêt progressif de l'exploitation des énergies fossiles et le recul des importations !

La filière gaz réalise un pivot majeur en passant du gaz fossile importé vers le gaz vert produit en France. Il y a deux ans, Coénove a pris l'initiative de fédérer les acteurs engagés gaz vert. Des collectivités, des industriels, des bailleurs sociaux, des installateurs – et notamment les Professionnels du Gaz mentionnés Gaz Vert – font partie de cette dynamique. Nous comptons déjà plus de 2 000 acteurs engagés gaz vert sur tout le territoire. ●